ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

politique agricole

Question au Gouvernement n° 515

Texte de la question

POLITIQUE AGRICOLE

M. le président. La parole est à M. Franck Marlin, pour le groupe Les Républicains.

M. Franck Marlin. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'agriculture.

Alors que nous sommes déjà confrontés à une conjoncture économique très difficile, ces six derniers mois ont encore plus profondément bouleversé le monde agricole : décision de la France d'opérer un transfert supplémentaire de 4,2 % du premier vers le second pilier de la politique agricole commune, suppression de la réduction de sept points de la Mutualité sociale agricole – que les agriculteurs avaient pourtant obtenue de longue lutte –, non-mise en place de l'épargne de précaution dans la loi de finances pour 2018, décision de supprimer le glyphosate en France d'ici à trois ans alors que l'Europe l'a homologué de nouveau démocratiquement pour cinq ans, spectre d'une renationalisation de la PAC, accords du CETA et du MERCOSUR qui vont ouvrir nos frontières et accroître une fois de plus les déjà très grandes distorsions de concurrence. Voilà autant de sujets qui affectent très négativement l'agriculture et cristallisent la colère du monde agricole.

Il faut également ajouter les conclusions issues des États généraux de l'alimentation, qui risquent de remettre en cause le modèle de production français sans apporter de réelles garanties aux consommateurs.

Monsieur le ministre, il faut bien sûr rappeler avec force que l'agriculture française est la plus saine et la plus sûre. Un exemple : quarante-six molécules sont interdites en France alors même qu'elles sont autorisées en Europe. L'agriculture française, vous le savez, n'est pas sur un pied d'égalité avec ses concurrentes.

Il faut également accompagner les efforts que nos agriculteurs déploient ainsi que les très importantes mutations qu'ils ont engagées depuis de nombreuses années. Or, aujourd'hui, vous ne faites que les accabler.

Voilà la vraie question : le Gouvernement aime-t-il encore les agriculteurs français ? À l'heure où la confiance du monde agricole à l'égard du Gouvernement est profondément altérée - ils vous l'ont largement fait savoir à la mi-décembre dernier -, quelles mesures entendez-vous mettre enfin en œuvre, monsieur le ministre, pour sauver notre agriculture ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)*

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement.

Plusieurs députés du groupe LR . Encore !

M. Christophe Castaner, *secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement.* Monsieur le député, je vous

prie tout d'abord de bien vouloir excuser Stéphane Travert, qui est en ce moment devant le CESE, le Conseil économique, social et environnemental. *(Protestations sur les bancs du groupe LR.)*

M. Christian Jacob. Il pourrait être à l'Assemblée ! Il n'a pas à être au CESE ! La place d'un ministre est ici !

M. Christophe Castaner, *secrétaire d'État .* Monsieur le président Jacob, je pense que le respect du CESE implique aussi que les membres du Gouvernement puissent s'y rendre ! Vous savez comme moi qu'il y a trois chambres et qu'il importe que nous les respections, tout comme nous devons respecter tout particulièrement le monde agricole.

Le ministre de l'agriculture défend ce modèle d'agriculture auquel vous, comme nous, monsieur Marlin, sommes très attachés. Comme vous et comme sur tous les bancs de cette assemblée – en dehors de celles et ceux qui gesticulent – il y a des femmes et des hommes passionnés par leur territoire et qui connaissent notre soutien au monde agricole *(Applaudissements sur les bancs du groupe REM)*, aux 516 000 exploitations agricoles.

Mme Émilie Bonnivard. Que faites-vous pour eux ? Vous les abandonnez !

M. Christophe Castaner, *secrétaire d'État .* Monsieur le député Marlin, je suis élu des Alpes-de-Haute-Provence, un territoire rural où le monde agricole est extrêmement présent et je n'entends pas le même constat, la même colère que vous, dans l'Essonne. Je note en revanche que nous sommes confrontés à un monde qui change. Sur tous les sujets – la sécurité alimentaire, l'utilisation de produits dont nous savons qu'ils sont toxiques, en particulier pour les agriculteurs qui les utilisent – nous avons besoin d'une telle prise de conscience. Avec les agriculteurs, nous devons moderniser nos exploitations agricoles, leur donner les moyens d'une transformation en profondeur d'un modèle agricole totalement dépassé. *(Applaudissements sur les bancs du groupe REM.)*

M. Patrick Hetzel. Que faites-vous pour eux ? Rien !

M. Christophe Castaner, *secrétaire d'État.* La réalité, c'est que nous devons préparer ensemble la renégociation de la PAC. Nous savons en effet que, si les productions agricoles de l'agriculture française représentent près de 73 milliards d'euros, soit 18 % de la production de l'ensemble de l'Union européenne, nous devons nous armer ensemble plutôt que de nous opposer, pour défendre la politique agricole commune, une politique qui saura respecter les enjeux de la biodiversité et de la diversité, de la production, du soutien de nos agriculteurs partout en France. *(Applaudissements sur les bancs du groupe REM.)*

Données clés

Auteur : M. Franck Marlin
Circonscription : Essonne (2e circonscription) - Les Républicains
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 515
Rubrique : Agriculture
Ministère interrogé : Relations avec le Parlement
Ministère attributaire : Relations avec le Parlement

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 25 janvier 2018
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 25 janvier 2018